



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

Trop d'État signifie moins de prospérité

PIERRE BESSARD

BRIEFING. Une réduction du poids de l'État est nécessaire compte tenu de la profonde crise économique mondiale.

La récession mondiale induite par les mesures préventives en lien avec l'épidémie de Covid-19 et les mesures compensatoires en faveur de l'économie vont conduire à un nouvel accroissement des dépenses et de l'endettement étatiques.

Les études empiriques les plus vastes, sur de longues périodes et englobant un grand nombre de pays, montrent un lien négatif sans équivoque entre le poids de l'État et la prospérité. Cela vaut même pour des dépenses réputées «productives» comme dans les domaines de la formation, de la recherche ou des infrastructures, en tenant compte de leurs coûts fiscaux. L'État a déjà dépassé depuis longtemps son poids optimal. En fonction de la qualité des dépenses étatiques, selon la courbe de Rahn, une quote-part de l'État de 15% à 25% du produit intérieur brut ne devrait pas être dépassée, l'optimum se situant plutôt vers 12% à 13%. Une proportion plus élevée affaiblit le potentiel de croissance de l'économie.

Une décrue fiscale et une refocalisation de l'État permettraient de renouer avec une croissance économique durable. Concrètement, cela pourrait être mis en œuvre par une réduction à zéro des impôts sur le bénéfice et le capital des entreprises (qui figurent parmi les prélèvements les plus dommageables pour la prospérité), l'abrogation de l'impôt fédéral direct (qui représente une anomalie du système), ainsi qu'une intensification de la responsabilité personnelle dans les domaines de la prévoyance vieillesse et de la santé.

[Lire le briefing](#)

(9 pages, PDF)

Juin 2020

